

L'INDICATEUR

41

Décembre 2013

Tableau de bord de conjoncture

N° 64

Désormais, la conjoncture fait l'objet d'un suivi en continu sur www.pilote41.fr. Les graphiques sont mis à jour dès qu'une nouvelle donnée est disponible. Une analyse par grand thème et une synthèse sont publiées régulièrement. Ce sont ces textes qui sont regroupés ici afin d'en conserver la mémoire.

LES DIFFICULTÉS DES MÉNAGES S'ACCENTUENT

La croissance du PIB de la France au 2ème trimestre n'annonçait pas un retour durable de la croissance. Il s'est en effet replié de 0,1 % au 3ème trimestre. Recul de la consommation des ménages, de la formation brute de capital fixe des entreprises, de la production de biens et services et des exportations ; beaucoup de mauvais indicateurs au niveau national, donc.

De même, l'**activité départementale** s'inscrit en repli par rapport à son niveau de l'été 2012. Il convient toutefois de souligner que les **indicateurs** montrent une **hétérogénéité** certaine. Les **chiffres d'affaires** se sont **contractés**, mais les volumes d'**investissement** sont **supérieurs**, ainsi que les nouvelles surfaces de locaux destinés aux activités mises en chantier ; ces deux derniers indices apparaissent positifs. Leur interprétation doit toutefois être prudente, notamment en ce qui concerne les investissements : ils peuvent en effet provenir de quelques entreprises qui se développent (pharmacie par exemple), mais ne pas représenter la tendance générale. Les enquêtes de conjoncture montrent en effet qu'une majorité d'établissements reportent leurs décisions en la matière. Comme pour l'ensemble de la France, les **exportations reculent** tandis que les **importations progressent**.

Autre signe d'une réalité complexe : l'**intérim se situe à un niveau** assez nettement **supérieur** à celui du 3ème trimestre 2012. En revanche, on constate une **baisse du nombre de créations d'entreprises**, tant pour les ressortissants de la CCI que pour les artisans.

La **construction de nouveaux logements** apparaît un **peu plus étoffée** que précédemment, pour le collectif comme pour l'individuel pur. Les réalisations se situent toutefois bien en-deçà de la moyenne trimestrielle des dix dernières années. De surcroît, les **autorisations déli-**

vrées affichent de nouveau une **sévère décline**.

Le **marché du travail** demeure le point le plus inquiétant, ne montrant **aucun signe de redressement**. Au **2ème trimestre** (le décalage est plus important que pour les autres statistiques), le **Loir-et-Cher aurait supprimé 350 postes supplémentaires**, soit au total **1 700 postes en moins sur 12 mois**.

Le rythme annuel de croissance du **chômage** faiblit quelque peu, mais demeure élevé (**+ 10,7 %**) ; il reste surtout plus fort qu'au niveau régional ou national ; le taux de chômage demeure moins élevé en Loir-et-Cher. C'est le cas en particulier pour les **chômeurs de longue durée** dont les effectifs ont augmenté de 26 % à fin septembre, contre + 17 % pour la France. Cette évolution n'est sans doute pas sans incidence sur l'**augmentation** de plus en plus soutenue du nombre de **bénéficiaires du RSA** ; là encore, le département est davantage atteint que la région ou le pays (près de 6 points de plus que la France). Un **constat** très **similaire** peut être dressé pour les nouveaux dossiers de **surendettement**. Il convient néanmoins de rappeler que le Loir-et-Cher est globalement moins affecté par la précarité que beaucoup de départements français.

publié le 17/12/2013

Entreprises et activité économique

L'activité peine à redémarrer

Ainsi que le laissent présager les chiffres nationaux publiés par l'Insee, le rebond d'activité du printemps n'a été que très provisoire. Pour ce 3ème trimestre, le montant des **chiffres d'affaires** des entreprises départementales s'inscrit en effet en **repli de 0,3 %** sur celui de l'été 2012. Le mouvement est davantage marqué dans la région (-1,5 %). En **données cumulées** sur 4 trimestres, la tendance est légèrement positive : + 2,1 % par rapport à la période antérieure (Centre + 0,7 %, France + 2,2 %).

Les **investissements** se sont **bien tenus** pour une période estivale. Leur montant est ainsi **supérieur de 8,2 %** à celui du 3ème trimestre 2012. Ce résultat est nettement plus favorable que dans les territoires de référence, où une baisse de 5 % est enregistrée. Le **cumul sur 12 mois** affiche en conséquence une progression de 5,7 % en Loir-et-Cher, contre + 3,4 % dans le Centre et une baisse de 6,5 % dans le pays. Paradoxalement, les **crédits d'équipement** accordés aux entreprises départementales sont **moins étoffés** que durant l'été 2012 (- 2,3 %), évolution contraire à celle des niveaux géographiques supérieurs. En cumul annuel, une tendance similaire est d'ailleurs constatée (- 1,1 %) en Loir-et-Cher.

Sur leur lancée du 2ème trimestre, les **nouvelles surfaces mises en chantier sont de nouveau en hausse (46 % de plus** qu'à l'été 2012). Il en résulte un **cumul annuel supérieur de 23 %** au précédent (l'un des plus faibles cependant). Les évolutions sont plus modestes dans le Centre (+ 15 %) et le pays (+ 7 %). Les bureaux, la logistique et les équipements collectifs ne bénéficient pas de cette dynamique. Le rebond est très sensible dans les autres activités, en particulier l'hôtellerie le commerce et l'agriculture.

Les **divergences d'évolution** persistent dans les **échanges de marchandises** à l'international. Les **exportations** (hors matériel militaire) affichent un **recul de 4,4 %** par rapport à l'été 2012 ; elles sont également en baisse, mais dans une moindre mesure, dans la région (- 1,4 %) et la France (- 1,9 %). Les **importations** départementales **dépassent de près de 7 %** celles du 3ème trimestre 2012 ; ce n'est pas le cas dans les territoires de référence (faible repli). Les **données cumulées sur 12 mois** reflètent les tendances récentes : du mieux pour les importations (+ 0,5 %), bien loin cependant des résultats régionaux (+ 5,8 %) et nationaux (+ 11,4 %) ; une dimi-

nution qui s'accroît pour les exportations (- 6 %), alors qu'elles augmentent dans les territoires de référence. La construction aéronautique et ses corollaires (dont les instruments de mesure et de navigation) prennent une place de plus en plus importante dans les flux. Sont également en pointe le travail du cuir (maroquinerie de luxe), les produits chimiques et les instruments à usage médical.

Au 30 septembre, le **taux de couverture** global est de 95,2 % pour le Loir-et-Cher, contre 104,5 % dans le Centre et 84 % en France.

Les besoins en personnel d'appoint se sont redressés : le nombre des embauches en **intérim** est **supérieur de 8,5 %** à celui de l'été 2012. Il s'agit de l'un des meilleurs totaux des 4 dernières années. Le **cumul annuel** est en conséquence **identique au précédent**.

La **création d'entreprises** est toujours sur une tendance baissière : **35 inscriptions de moins** qu'au 3ème trimestre 2012 pour les ressortissants de la **CCI**, une **vingtaine** pour ceux de la **CMA**. En **données cumulées** sur 12 mois, le repli prend de l'ampleur : 94 de moins pour les premiers, près de 130 pour les seconds. Les données définitives des **radiations** confirment une **tendance à la hausse** dans les deux cas, plus marquée toutefois pour les ressortissants de la CCI.

Le recours au **chômage partiel** est toujours **très limité**. Les entreprises ont consommé environ **9 250 heures** durant les trois mois d'été (données provisoires). La **part des cotisations non recouvrées** à l'échéance par l'Urssaf s'établit au 30 septembre à 1,65 %, soit 0,21 point de moins qu'un an plus tôt. Rappelons cependant que cette évolution apparemment favorable cache, selon l'URSSAF, de nouveaux réflexes des responsables. Ils sont en effet **de plus en plus nombreux à solliciter des délais de paiement**. Pour l'ensemble de la région, on en compte 10 % de plus au printemps 2013 par rapport à celui de 2012. La proportion d'établissements ayant accompli cette démarche est de 2,7 % dans le Centre tous secteurs confondus ; elle est plus faible en Loir-et-Cher (2,1 %).

publié le 17/12/2013

Emploi et Marché du travail

L'emploi continue de se dégrader au 2ème trimestre 2013

Pour le **neuvième trimestre consécutif**, le Loir-et-Cher a enregistré une **diminution du nombre de ses salariés**. Selon les données encore provisoires de l'URSSAF, le **débours** se monterait à **350 postes** au 2ème trimestre. Les résultats affinés pour les 2 précédents sont respectivement de - 560 et - 450. Ils apparaissent un peu plus modérés que les estimations initiales. La tendance serait à une contraction des pertes, alors qu'on constate à l'inverse une aggravation en Eure-et-Loir, dans l'Indre-et-Loire et surtout dans le Loiret.

Les analyses doivent donc rester prudentes, en particulier sur les données les plus récentes. Il semblerait que **l'intérim** se soit **quelque peu redressé** par rapport à l'hiver, mais tous les autres secteurs seraient en recul.

Sur un an, le Loir-et-Cher aurait vu **disparaître 1 700 emplois**, dont 580 dans l'intérim, 440 dans l'industrie et 350 dans le commerce. En revanche, **l'évolution** est redevenue **positive** pour les **services** (hors hôtels-café-restau-

rants). Elle atteint + 0,4 % à fin juin, représentant une centaine de postes supplémentaires. Il s'agit de la dynamique la plus favorable de la région ; elle est même supérieure à celle constatée au niveau national (+ 0,1 %).

Les **évolutions annuelles selon les zones d'emploi** (nouveau découpage) donnent des résultats assez comparables à ceux du 1er trimestre. Celle de **Blois perd 1 230 emplois** ; les difficultés sont toutefois davantage réparties sur les différents secteurs (340 dans le commerce, 310 dans l'industrie, 240 dans les services). Le nombre des salariés a diminué de 200 unités dans la zone de **Vendôme** dont une grande part échoit à l'intérim. Le débours est plus limité dans la zone de **Romorantin** (- 70), grâce à une bonne dynamique des services (+ 160 postes).

publié le 17/12/2013

Le rythme annuel de croissance du chômage faiblit légèrement

Le **taux de chômage** du Loir-et-Cher, toujours inférieur à celui de la région et de la France, tend néanmoins à s'en rapprocher peu à peu. Au 30 juin 2013, il s'établit à **9,6 %**, **soit une augmentation de 1 point en un an**, contre 10 % pour le Centre (+ 0,8 point) et 10,5 % pour le pays (+ 0,7 point). Pour les 3 principales **zones d'emploi** (selon le nouveau découpage), les taux sont de 9,1 % dans celle de Blois (+ 0,6 point), 9,2 % dans celle de Vendôme (+ 1 point) et 10,6 % dans celle de Romorantin (+ 1 point).

Au **30 septembre**, le Loir-et-Cher compte **14 897 demandeurs de catégorie A** (n'ayant pas travaillé le mois précédent l'inscription) en données corrigées des variations saisonnières. Pour la première fois depuis longtemps, on constate un léger recul sur les 3 derniers mois (- 1,1 %, soit 172 chômeurs de moins). Le **rythme annuel faiblit : + 10,7 %** ; en revanche, l'écart se maintient avec le Centre (+ 7,8 %) et la France (+ 8,1 %). **23 151 demandeurs** sont recensés pour l'ensemble des **catégories A, B et C** (toujours en données corrigées) ; l'accroissement est de 9 % en un an (Centre : + 7,7 %, France : + 7,3 %).

L'écart s'est amenuisé entre les sexes pour l'ensemble du Loir-et-Cher. En revanche, il est toujours important dans l'arrondissement de Blois (4 points de plus pour les hommes) et celui de Romorantin (5 points de plus pour les femmes).

Globalement, les tranches d'âge évoluent dans une fourchette assez réduite. Les écarts sont en revanche toujours très marqués dans les trois bassins. Pour les **jeunes**, l'augmentation est nettement plus soutenue en Loir-et-Cher

(+ 10,7 %) que dans les territoires de référence (Centre + 3,6 %, France + 4 %).

Le chômage de longue durée est le critère qui apparaît le plus discriminant pour le département. Sur 12 mois, le nombre des **demandeurs inscrits depuis plus d'un an augmente de 26,3 %**, soit 9 points de plus que pour l'ensemble de la France (Centre : + 21,6 %). Toutefois, le Loir-et-Cher avait opposé une longue résistance à cette montée. En témoigne une proportion de chômeurs de longue durée qui reste comparable aux territoires de référence (35 %, soit 1 point de moins).

Le nombre des **nouvelles inscriptions** est de nouveau en **baisse** : 3,5 % de moins qu'au 3ème trimestre 2012 en Loir-et-Cher. Recul à peine perceptible dans le Centre, légère hausse en France (+ 1,5 %). En **cumul annualisé**, le total est désormais inférieur au précédent dans le département (- 4,1 %) mais aussi dans la région (- 3,3 %) et le pays (- 1,2 %).

Les **sorties sont également un peu moins nombreuses**, - 1,1 % par rapport à l'été 2012 ; cette moyenne masque de sérieuses divergences territoriales : forte contraction en Romorantin (- 5,4 %), accroissement en Blaisois (+ 2,7 %) et plus encore en Vendômois (+ 4 %). On constate d'ailleurs une hausse semblable dans les territoires de référence. Le **cumul sur 12 mois** est inférieur de 2,7 % au précédent en Loir-et-Cher..

publié le 28/08/2013

Emploi et Marché du travail

Nouvelle contraction sévère des offres d'emploi

Pôle emploi a collecté 2 915 **offres d'emploi** entre le 1er juillet et le 30 septembre, soit **34 % de moins** qu'au 2ème trimestre 2013. Comme au trimestre précédent, ce recul est nettement plus marqué que dans le Centre (- 7 %) et en France (- 16 %). En **données cumulées sur un an**, le total s'inscrit en repli de 21 % pour le Loir-et-Cher, de 14 % pour la région et de 15 % en France.

L'été a été cependant propice à une **augmentation** des **embauches** (hors intérim). L'URSSAF en a en effet comp-

tabilisé 5,8 % de plus qu'au 3ème trimestre 2012. Ce résultat est tiré par les services et les hôtels-café-restaurants. En revanche, le repli est sévère pour la construction (- 11 %), plus modéré dans l'industrie (- 3 %). En **données cumulées**, le total affiche un **gain assez substantiel** (+ 8,3 %). Là encore les HCR et les services sont moteurs, alors que l'industrie affiche une baisse de 12 %.

publié le 17/12/2013

Hôtellerie de tourisme

Juin 2013 : la fréquentation est en léger recul

La **fréquentation** hôtelière cumulée sur les 6 premiers mois de l'année 2013 est **en deçà de celle observée en 2012** (baisse de 1 % des nuitées).

Globalement, le **Loir-et-Cher résiste mieux que les autres départements de la région** grâce à la clientèle étrangère qui progresse de 15 %.

En cumul à fin juin 2013, le **taux d'occupation moyen** est en **recul de 1,2 point** (- 1,5 point en région Centre). Il s'établit à **47,1 %** contre 51,6 % en région Centre.

publié le 28/08/2013

Conditions de vie

Forte poussée de la précarité

Les **misés en chantier de nouveaux logements** ont été **plus nombreuses** durant l'été qu'au cours des deux trimestres précédents, mais aussi qu'entre le 1er juillet et le 30 septembre 2012 (+ 41 %). Cette évolution positive concerne à la fois le collectif et l'individuel pur. Le niveau des réalisations (**338 unités**) demeure cependant largement inférieur à la moyenne des 10 dernières années. En région, on constate un recul assez marqué (- 14 %). En **cumul sur 12 mois**, les volumes accusent toujours un déficit important par rapport à la période antérieure : - 15 % globalement, - 14 % pour l'individuel et - 21 % pour le collectif. L'évolution départementale est très voisine de celle de la région. Cette embellie devrait malheureusement être de courte durée, si l'on en juge par la baisse de nouveau très sévère des autorisations délivrées. Le montant des **crédits à l'habitat** est toutefois en hausse faible, mais continue. Les travaux d'amélioration du logement (isolation en particulier) constituent un soutien indispensable à l'activité des artisans du département. En revanche, les **transactions immobilières** s'inscrivent en **repli de 4,3 %** par rapport à l'été 2012. En **données cumulées sur 12 mois**, le montant est toujours en très forte baisse (- 25 %).

Au 30 juin, le Loir-et-Cher compte 8 477 **bénéficiaires du RSA**. Leur nombre s'accroît sur un rythme de plus en plus soutenu : **+ 12,3 %** en un an. Il est nettement plus élevé que dans le Centre (+ 8 %) et la France (+ 6,8 %). Pour les

bénéficiaires sans aucune activité (socle seul) qui représentent près des deux-tiers du total, la hausse est proche de 15 % dans le département, soit 6 points de plus que dans le pays.

Entre le 1er avril et le 30 septembre 2013, la commission de **surendettement** a examiné **546 nouveaux dossiers**, soit **50 de plus** qu'au cours de la même période de l'année 2012 (+ 10,1 %). Cette hausse est l'une des plus élevées enregistrées jusqu'ici ; elle témoigne d'une dégradation significative de la situation financière des ménages. L'augmentation est un peu plus modérée dans le Centre (+ 7,3 %) et en France (+ 5,2 %). Le **cumul annualisé** est évidemment impacté, puisqu'il s'établit désormais en augmentation en Loir-et-Cher et dans la région (entre + 2 et + 3 %) ; il est légèrement en retrait dans le pays (- 1,1 %).

publié le 17/12/2013



PILOTE41

Retrouvez l'ensemble des éléments ayant trait à la conjoncture (suivi permanent, enquêtes de conjoncture, chiffres-clés actualisés en continu) sur [http://www.pilote41.fr/economie-et-conjoncture/observatoire de la conjoncture](http://www.pilote41.fr/economie-et-conjoncture/observatoire-de-la-conjoncture)

Réalisé avec le concours financier du Conseil Général

Directeur de la publication : Alain QUILLOUT

Conception / réalisation : Observatoire

Publication électronique - Dépôt légal à parution - ISSN N° 2267-5159